

# 1 Développement économique et emploi

---

Ce chapitre traite des impacts du COVID-19 sur l'emploi et le secteur des affaires, en particulier les petites et moyennes entreprises, dans la région MENA. Il présente les vulnérabilités causées par la part importante du secteur informel dans les économies de la région et souligne les effets de la pandémie sur le tourisme et le commerce. Il examine également les approches politiques pour relever les défis d'une reprise durable et inclusive.

---

## Points clés à retenir

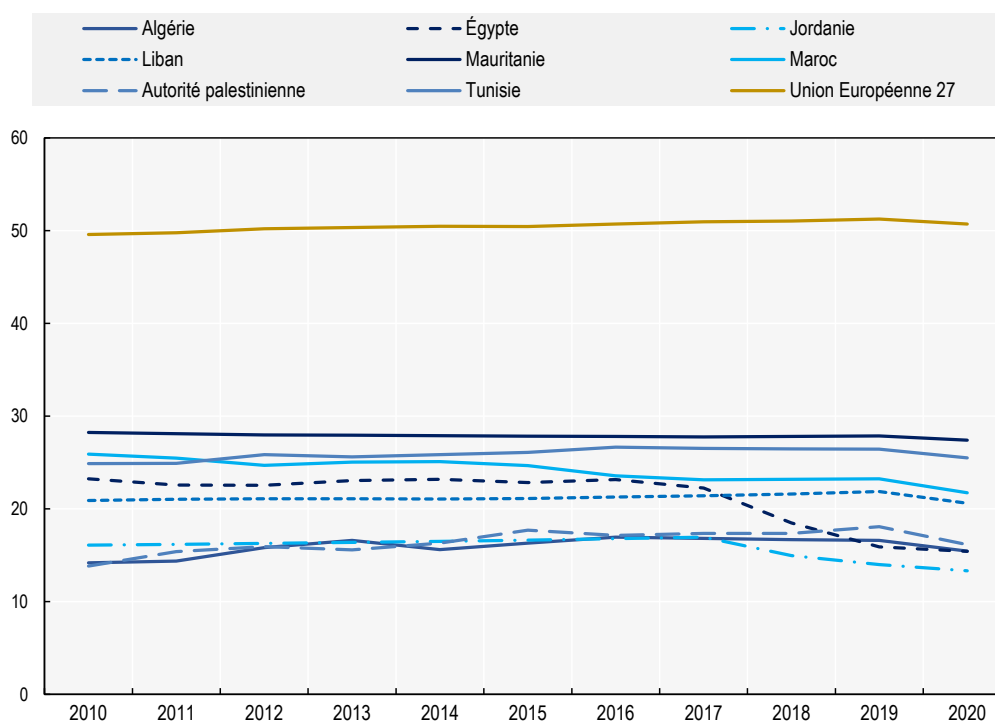
- La région MENA a l'un des taux de chômage les plus élevés au monde. L'apparition de la pandémie de COVID-19 a encore augmenté le chômage et a mis en avant la nécessité de remédier aux faiblesses structurelles du marché du travail pour assurer une reprise durable et renforcer la résilience face aux crises futures. Cet objectif peut être atteint grâce à des initiatives coordonnées qui englobent le développement du secteur privé, le soutien aux PME, l'accompagnement de la transformation du tourisme durable et le renforcement du commerce, notamment par la participation aux CVM.
- Le secteur public représente actuellement une part importante de l'emploi formel total dans les pays de la région MENA<sup>1</sup>. Pourtant, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, sa capacité à créer et/ou à maintenir des emplois a été limitée, en raison de l'allocation substantielle de fonds publics pour faire face aux impacts socio-économiques de la crise. La rareté des opportunités d'emploi formel en dehors du secteur public a fait augmenter les activités informelles pendant la pandémie.
- Dans la région, comme ailleurs dans le monde, une part importante de l'emploi formel du secteur privé est générée par les PME. Malgré les efforts des gouvernements pour soutenir les PME pendant la pandémie, diverses contraintes à leur croissance, par exemple l'accès limité au financement et l'utilisation des outils numériques, ont bridé leur performance en tant que facteur de résilience. Un meilleur écosystème entrepreneurial ouvrirait la voie à la reprise. Dans ce processus, il sera particulièrement crucial d'assurer la mobilisation, l'inclusion et l'autonomisation des jeunes et des femmes dans l'économie.
- La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la fragilité des liens commerciaux dans la région MENA. Au niveau mondial, les pays ayant des accords commerciaux régionaux (ACR) ont connu en moyenne une baisse des échanges plus faible (8,5 % à 11,2 %) que les pays qui n'en avaient pas (14,1 %). Cette dynamique positive a pu être observée également au niveau des ACR de la région MENA, mais avec des différences de type d'ACR et de direction des échanges, par exemple les flux d'exportation ou d'importation. Alors que les exportations entre Agadir et les pays signataires du PAFTA/GAFTA ont connu une baisse moins importante des exportations intra-régionales que celle des exportations vers d'autres partenaires, les importations, au contraire, ont chuté plus fortement entre les adhérents aux ACR. Les échanges entre l'UE et les pays de la région MENA ayant conclu des accords d'association ont dans la plupart des cas fait preuve de résilience en 2020, tant pour les importations que pour les exportations.
- La durabilité devient de plus en plus importante dans les choix touristiques en raison d'une plus grande sensibilisation au changement climatique et aux impacts de cette industrie. Le tourisme est un secteur de plus en plus important pour la région MENA, représentant plus ou près de 10 % du PIB et près de 7 % de l'emploi dans certains pays avant la crise pandémique. La pandémie a modifié le comportement des voyageurs, notamment en les éloignant des hauts lieux touristiques au profit du tourisme de proximité, associé à une baisse des déplacements en avion. À long terme cette tendance pourrait créer de nouvelles opportunités pour le secteur des voyages et du tourisme dans les pays MENA car elle stimule de nouveaux modèles commerciaux et de nouveaux marchés et ouvre des possibilités d'emploi. Les pays de la région MENA pourraient bénéficier du tourisme de proximité et développer davantage le tourisme régional sur les deux rives de la Méditerranée, en promouvant les développements culturels et économiques dans la région, tout en rendant le secteur du tourisme plus durable et résilient.

## Emploi

L'apparition de la pandémie de COVID-19 a encore intensifié les faiblesses structurelles du marché du travail dans la région MENA, en particulier la prévalence de l'informalité et la large proportion d'emploi dans le secteur public. Le taux de participation au marché du travail est beaucoup plus faible dans la région que dans d'autres parties du monde, notamment en raison des faibles taux d'emploi formel des femmes. Dans l'ensemble, la participation des femmes au marché du travail dans la région n'est que de 21 % contre 70 % pour les hommes (Graphique 1.1).

### Graphique 1.1. Taux de participation des femmes au marché du travail, 2010-19

% de la population féminine âgée de 15 ans et plus



Note : Le taux d'activité est la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui est économiquement active : toutes les personnes qui fournissent de la main-d'œuvre pour la production de biens et de services pendant une période donnée. Il s'agit d'une estimation modélisée de l'OIT. La série fait partie des estimations de l'OIT et est harmonisée pour assurer la comparabilité entre les pays et dans le temps en tenant compte des différences dans la source des données, l'étendue de la couverture, la méthodologie et d'autres facteurs spécifiques aux pays. Les estimations sont basées principalement sur des enquêtes sur la population active représentatives au niveau national, les autres sources (recensements de la population et estimations communiquées au niveau national) n'étant utilisées que lorsqu'aucune donnée d'enquête n'est disponible. Les estimations pour les pays disposant d'informations très limitées sur le marché du travail présentent un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, les estimations pour les pays dont les données nationales sont limitées ne doivent pas être considérées comme des données « observées », et une grande prudence doit être appliquée lors de l'utilisation de ces données à des fins d'analyse, en particulier au niveau des pays.

Source : Organisation internationale du travail, base de données ILOSTAT. <https://ilostat ilo.org/data/>.

La taille du secteur public, important fournisseur d'emplois, tend à être plus importante que dans d'autres économies émergentes ou à revenu intermédiaire, bien qu'elle ait légèrement diminué au fil du temps dans certains pays. La masse salariale du secteur public dans la région MENA varie entre 4,7 % du PIB

(Jordanie) et 14,1 % (Tunisie), l'Algérie, le Liban et le Maroc dépassant également 10 %. Dans la plupart des économies émergentes, les salaires publics tendent à représenter une part plus faible du PIB (2,6 % pour le Kazakhstan, 5,1 % pour la Colombie, 5,4 % pour l'Indonésie). Cependant, d'autres grandes économies émergentes comme le Brésil et l'Afrique du Sud consacrent des ressources importantes aux travailleurs publics (Banque mondiale, 2021<sup>[11]</sup>). Les enquêtes rapides sur la main-d'œuvre menées au cours de la première année de la pandémie ont révélé une augmentation significative des taux de chômage parmi les personnes interrogées, atteignant une augmentation de 50 % dans le cas de l'Égypte, 33 % en Tunisie et 23 % au Maroc. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, avec l'augmentation du chômage, le secteur public n'était plus en mesure de créer, ou même de maintenir, des emplois, en raison des efforts fiscaux considérables pour soutenir les économies nationales face à l'impact économique et social de la crise.

Certaines initiatives existent, comme le rétablissement du service militaire obligatoire en Jordanie pour limiter le chômage des jeunes, mais dans l'absolu la contraction du marché public de l'emploi souligne la nécessité d'agir pour créer davantage d'opportunités d'emploi dans le secteur privé.<sup>2</sup>

### **COVID-19 et informalité**

Avec l'informalité représentant en moyenne 68 % de l'emploi dans la région, la région MENA a l'un des taux les plus élevés au monde (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>). L'informalité est généralement associée à une couverture de protection sociale limitée, voire inexistante, et à des revenus faibles et instables, ce qui rend les travailleurs informels particulièrement vulnérables en temps de crise (Banque mondiale, 2021<sup>[3]</sup>). Pendant la pandémie de COVID-19, les mesures de distanciation sociale et de confinement ont renforcé les vulnérabilités des travailleurs informels dans les économies MENA, où ils sont largement concentrés dans des emplois à faible productivité nécessitant une présence physique, sans possibilité de travail à distance. Pendant la crise du COVID-19, les restrictions de mobilité ont donc pesé davantage sur l'activité des travailleurs informels, qui ont été confrontés au dilemme de se conformer aux mesures sanitaires ou de maintenir une source de revenus pour faire face à leurs dépenses de base (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>).

Alors que le COVID-19 a encore contribué à l'expansion de l'informalité, qui est sur une courbe ascendante dans la région MENA, les restrictions de mobilité ad hoc ont limité le rôle de l'informalité en tant que tampon en temps de crise contre les chocs négatifs en absorbant temporairement la main-d'œuvre expulsée du secteur formel. C'est particulièrement vrai dans les économies où les efforts de régulation semblent avoir contenu sa diffusion (OCDE, 2021<sup>[4]</sup>).

En raison des difficultés de suivi associées à la nature cachée du secteur informel, de nombreux travailleurs informels ont eu plus de difficultés à bénéficier des plans d'urgence des gouvernements en cas de pandémie (Banque mondiale, 2021<sup>[5]</sup>). Pour remédier en partie à l'absence de données officielles, les pays de la région MENA ont mis en place des mesures spécifiques pour soutenir les travailleurs informels, par exemple par des transferts monétaires adressés aux ménages (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>). Près de 62 % des travailleuses sont employées de manière informelle dans la grande région MENA (données de l'OIT) (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>). Dans la sphère de l'emploi informel, les femmes sont généralement la catégorie la plus vulnérable et la moins bien rémunérée; elles sont fortement employées dans les services, en particulier le tourisme, l'agriculture et le travail domestique. La présence et les caractéristiques des femmes dans l'économie informelle de la région sont liées à des facteurs socio-économiques, culturels, structurels et institutionnels interdépendants. De plus, les tâches ménagères, associées à la disponibilité souvent limitée de structures abordables pour la garde d'enfants et de politiques favorables à la famille, freinent l'emploi des femmes (OCDE, 2021<sup>[7]</sup>). En raison de ces obstacles spécifiques à la région et liés à l'inégalité des opportunités économiques, l'emploi et la sécurité du revenu des femmes sont plus exposés aux retombées économiques de la pandémie.

L'impact de la pandémie sur l'emploi souligne la nécessité pour les gouvernements de faciliter la transition de la main-d'œuvre hors du secteur informel et vers la création de plus d'opportunités dans le secteur

privé. Les gouvernements devront trouver des revenus supplémentaires pour financer les coûts importants des efforts de secours visant à atténuer les effets néfastes de la pandémie mondiale sur leurs économies. Cela est particulièrement vrai compte tenu de l'assiette fiscale limitée dans l'ensemble de la région MENA et des niveaux élevés de chômage et d'informalité. Les sections suivantes examinent respectivement le potentiel des PME, du commerce et du tourisme en tant que passerelles vers la croissance économique, le développement durable et des emplois décents.

## PME

Comme pratiquement partout dans le monde, les PME jouent également un rôle central dans les économies de la région MENA, constituant la majorité des unités commerciales et représentant des parts importantes de l'emploi.

- Les PME jouent un rôle essentiel dans l'emploi formel du secteur privé en Égypte (environ 33 %), en Jordanie (environ 43 %), au Liban (55 %), au Maroc (près de 30 %), dans l'Autorité palestinienne (plus de 90 %) et en Tunisie (près de 40 %) (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>).

De plus, les micro-entreprises formelles et informelles, c'est-à-dire les entreprises de moins de 10 salariés, et les travailleurs indépendants représentent 70 % de l'emploi total dans la région, juste derrière l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, chacune ayant une part de 80 % (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>). Les pays de la région MENA sont pleinement conscients de l'importance des PME et ont mis en place des stratégies pour encourager et soutenir l'entrepreneuriat. Les réformes en sont à divers stades d'avancement, à commencer par l'intégration des questions relatives aux PME dans les plans de développement nationaux ou les stratégies générales, notamment en Algérie, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie. Certains pays ont déjà adopté des stratégies et des lois dédiées aux PME, notamment l'Égypte, le Liban et le Maroc. Ces pays reconnaissent également que de nombreuses PME opèrent dans le secteur informel et fournissent des efforts pour réduire l'informalité dans leurs économies (FMI, 2019<sup>[8]</sup>), par exemple en encourageant les propriétaires d'entreprises du secteur informel à formaliser leurs emplois et à bénéficier de services ciblés sur le financement, la formation et le mentorat.

En conséquence de la crise du COVID-19, une proportion considérable de PME de la grande région MENA ont dû réduire leur emploi permanent, voire le supprimer complètement. Le déclin persistant des activités commerciales et la durée de la pandémie augmentent les risques de perte d'emplois permanents pour les entreprises de la région MENA. Par exemple, en Jordanie, au début de la pandémie (c'est-à-dire en juillet-août 2020), 26 % des entreprises ont réduit leurs effectifs permanents ; elles étaient 39 % à le faire sur la période novembre 2020-janvier 2021 (OIT, 2021<sup>[9]</sup>).

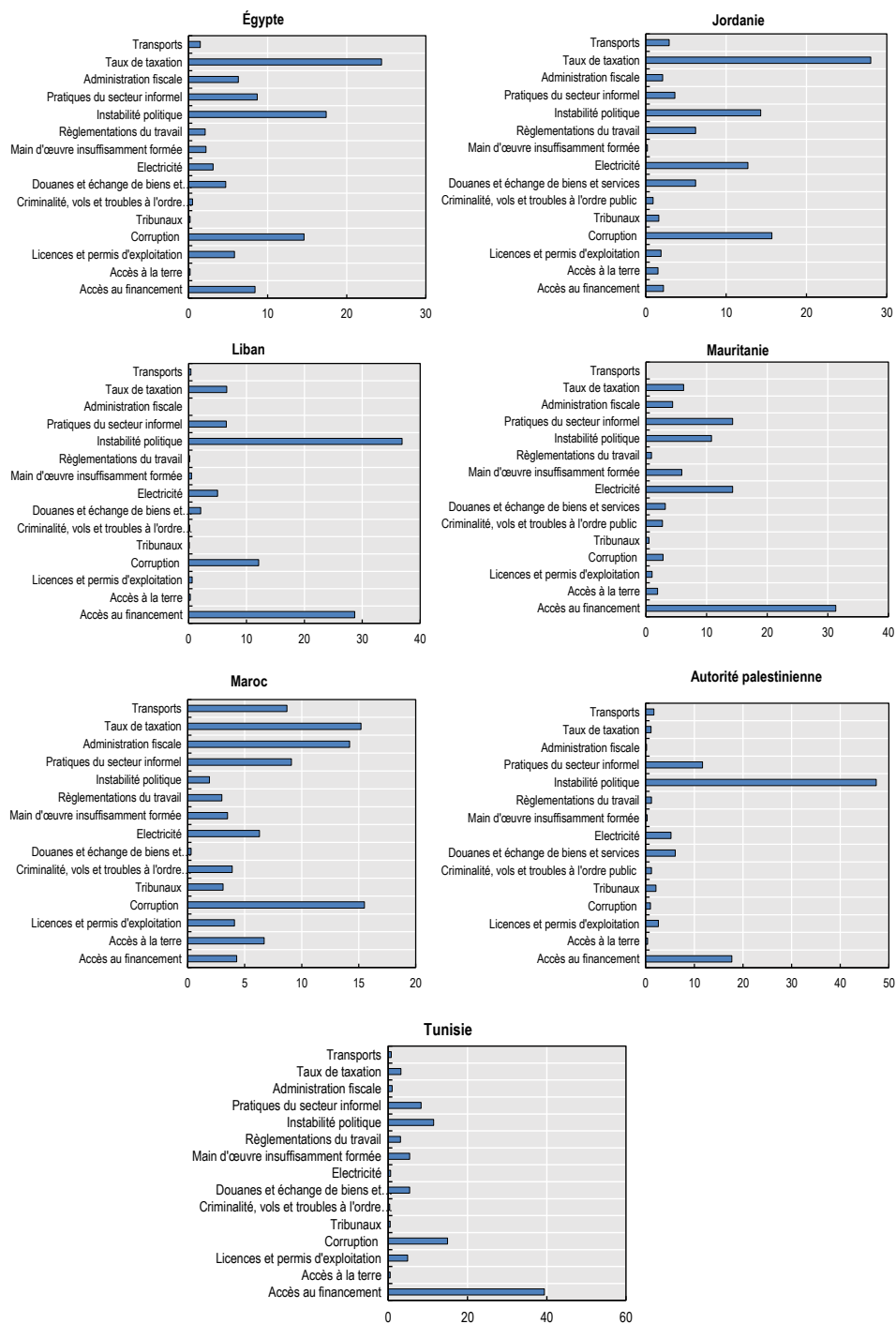
Les gouvernements des pays de la région MENA ont pris de nombreuses initiatives pour aider les PME à faire face à la crise du COVID-19 – pour une analyse plus approfondie des initiatives en Égypte et en Tunisie, voir (OCDE, 2021<sup>[10]</sup>). Cependant, les faiblesses structurelles de l'environnement des affaires (Graphique 1.2) et leur réflexe sur les caractéristiques typiques de la population du milieu des affaires, ont compliqué la tâche des PME de la région pour affronter la pandémie. En particulier :

- *L'accès insuffisant au financement.* Une proportion plus faible de PME dispose d'un prêt ou d'une ligne de crédit comparé aux grandes entreprises, seulement 8 % de la dette va aux PME de la grande région MENA. Ce chiffre est inférieur à la moyenne de 18 % pour les pays à revenu intermédiaire et de 22 % pour les pays à revenu élevé. Près de 63 % des MPME de la région MENA n'ont pas accès au financement et le déficit de financement total pour les MPME de la région est estimé à 210-240 milliards USD (dont le déficit de financement formel des MPME est estimé à 180-160 milliards USD) (SFI, 2021<sup>[11]</sup>). Ces difficultés semblent enracinées dans l'absence d'un environnement propice, qui se traduit par une réglementation insuffisante (qui ne permet pas la simplification des exigences en matière de licences, la facilitation de l'accès aux

marchés régionaux et internationaux, etc.), une infrastructure financière médiocre et souvent l'absence de produits bancaires adaptés.

- *L'utilisation limitée des outils numériques.* Alors que certaines PME opérant dans un certain nombre de secteurs, notamment le commerce de détail, ont pu maintenir leur activité grâce aux outils numériques, une bonne partie des PME de la grande région MENA n'étaient pas encore équipées de la numérisation des processus et des fonctions commerciales. Avant la pandémie, seulement 8 % des PME de la grande région MENA avaient une présence en ligne (contre 80 % aux États-Unis) et seulement 1,5 % des détaillants de la région étaient en ligne (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>).

## Graphique 1.2. Principales contraintes de l'environnement des affaires dans la région MENA



Note : Pourcentage d'entreprises qui considèrent un obstacle spécifique à l'environnement des affaires comme le plus important parmi une liste de 15 obstacles. Le graphique présente les obstacles les mieux classés par rapport aux moyennes régionales. Les données pour l'Égypte et la Tunisie se réfèrent à 2020 ; pour la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, à 2019 ; pour la Mauritanie à 2014. Les données pour l'Algérie ne sont pas disponibles.

Source : Enquête de la Banque mondiale auprès des entreprises (WBES) (2020) <https://www.enterprisesurveys.org/en/enterprisesurveys>.

- *La vulnérabilité des entreprises dirigées par des femmes.* Plusieurs caractéristiques des entreprises appartenant respectivement à des femmes et à des hommes ont affecté leur capacité à faire face à la crise du COVID-19. En particulier, les entreprises appartenant à des femmes sont plus susceptibles que celles appartenant à des hommes d'opérer dans les secteurs de services qui ont été gravement touchés par la chute de la demande induite par la pandémie, par exemple le commerce de détail, l'hôtellerie ou encore les services à la personne (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>). La faible résilience des entreprises dirigées par des femmes dans la région est encore aggravée par la taille moyenne inférieure de ces entreprises, qui ont également tendance à avoir des employés et des dirigeants plus jeunes. Pour cette raison, les entreprises dirigées par des femmes sont plus susceptibles d'être autofinancées ou financées par les amis et la famille, et ont moins d'actifs financiers. Dans la région, comme dans d'autres parties du monde, l'accès au crédit est plus facile pour les entreprises dirigées par des hommes, de préférence avec une expérience professionnelle antérieure et des garanties. À l'inverse, également en raison de facteurs sociaux, les jeunes femmes entrepreneurs ont plus de mal à accéder au financement traditionnel. De plus, dans la grande région MENA, seules 38 % des femmes ont un compte bancaire, contre 57 % des hommes (OCDE, 2020<sup>[13]</sup>). Enfin, les femmes entrepreneurs ont moins de réseaux de contacts professionnels pour échanger des conseils sur la gestion de la pandémie, ainsi que des niveaux de connectivité numérique plus faibles qui auraient pu les aider à faire face et à s'adapter aux perturbations du marché (SFI, 2021<sup>[14]</sup>).
- Au-delà de ces vulnérabilités, la grande région MENA a l'une des plus faibles proportions de PME détenues par des femmes au monde. Les données de 2019 l'estiment à seulement 14 %, contre une moyenne mondiale de 34 % (OCDE/OIT/CAWTAR, 2020<sup>[15]</sup>). Le potentiel sous-exploité de l'entrepreneuriat féminin est considéré comme un facteur qui affaiblit la résilience en temps de crise (Banque mondiale, 2021<sup>[16]</sup>).

Malgré des facteurs défavorables, *les start-ups contribuent déjà à renforcer la résilience des économies de la région MENA.* Selon les données du MAGNiTT, un cabinet de conseil basé à Dubaï, les start-ups de la région MENA ont enregistré en 2020 un record d'investissements de 1 milliard USD, en hausse de 13 % par rapport à 2019, tandis que le nombre d'opérations d'investissement a diminué. Cette tendance positive s'est poursuivie en 2021, avec des start-ups en plein essor et 862 millions USD au deuxième trimestre 2021 (MAGNiTT, 2021<sup>[17]</sup>). Dans la région MENA, l'Égypte est le pays le plus dynamique et un des trois principaux hubs de la grande région MENA, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. En 2021, ces trois pays ont attiré à eux seuls 71 % des capitaux dédiés aux start-ups du Moyen-Orient. Les secteurs qui bénéficient le plus d'investissements élevés sont la fintech, le e-commerce (au sens le plus large du terme, qui comprend également le transport de biens échangés par voie électronique), l'Ed-tech et la santé (WAMDA, 2021<sup>[18]</sup>).

### **Considérations politiques**

Le renforcement de la résilience de l'écosystème des PME de la région et la facilitation d'une reprise inclusive prête à relever les défis de l'économie numérique doivent tenir compte de considérations politiques essentielles :

- *Promouvoir un secteur privé plus inclusif pour faire face aux catastrophes et pour la reconstruction post-catastrophe.* Les gouvernements devront trouver des revenus supplémentaires pour financer les coûts importants des efforts de secours visant à atténuer les effets néfastes de la pandémie mondiale sur leurs économies. Cela est particulièrement vrai compte tenu de l'assiette fiscale limitée dans la grande région MENA, liée aux niveaux élevés d'informalité. Investir dans la résilience des PME et du secteur privé en général est un impératif économique pour la région



MENA. Cela implique de lever les contraintes existantes sur le développement des entreprises afin de favoriser la croissance de PME inclusives et compétitives qui peuvent contribuer aux opportunités d'emploi dans la région. Tirer parti du rôle du secteur privé nécessitera également de faciliter l'accessibilité des programmes de soutien public et de créer des canaux de communication harmonisés et transparents entre les deux secteurs.

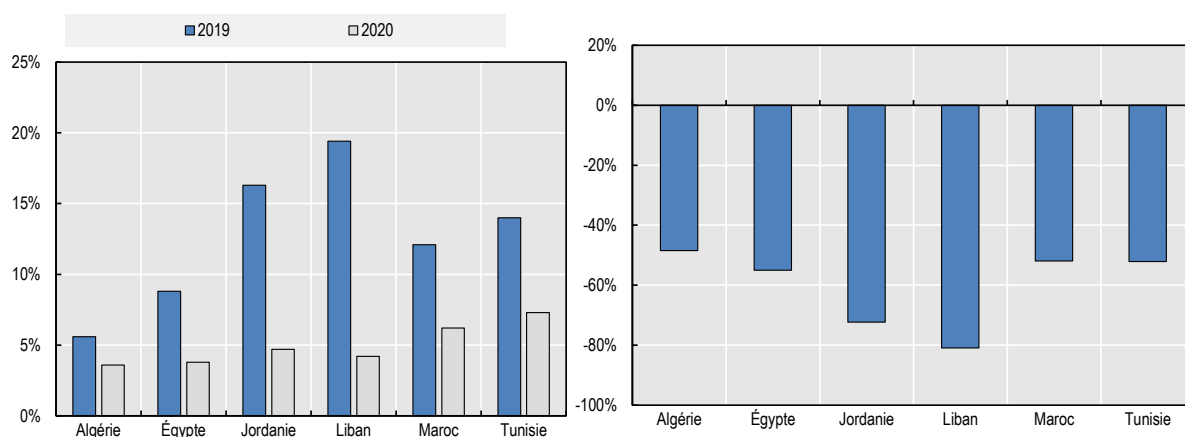
- *Créer des incitations à formaliser le secteur informel.* Les gouvernements peuvent s'appuyer sur les initiatives COVID-19 existantes pour créer un environnement propice aux PME. Par exemple, en améliorant la prise de conscience des avantages de la formalisation, en simplifiant les procédures administratives, en réduisant les coûts de conformité fiscale et en comblant le déficit de compétences des travailleurs de l'économie informelle.
  - L'Autorité palestinienne a lancé un fonds pour les PME afin de leur accorder des prêts à des conditions favorables et une facilité de crédit de 32 millions USD (FMI, 2021<sup>[19]</sup>) ; la Jordanie a étendu les garanties fournies par la Jordanian Loan Guarantee Cooperation aux prêts aux PME, notamment les facilités de crédit mises à la disposition du secteur touristique (Central Bank of Jordan, 2020<sup>[20]</sup>) ; le Liban a lancé un plan de relance de 797 millions USD visant à soutenir les travailleurs journaliers du secteur public, les travailleurs de la santé et les agriculteurs, et incluant également des prêts subventionnés pour les PME (OCDE, 2020<sup>[21]</sup>).
- *Soutenir une adoption plus large des outils numériques par leur écosystème de PME* en s'attaquant aux principaux obstacles aux efforts de numérisation des PME. Cela implique de travailler sur les lacunes institutionnelles et réglementaires (par exemple, lancer des plateformes d'administration en ligne, définir des stratégies de numérisation claires, créer des incitations pour les PME à se numériser comme par exemple la facturation en ligne), promouvoir une formation spécifique à la numérisation pour les fonctionnaires publics locaux, les mentors, les organisations professionnelles et les jeunes, étendre le développement des infrastructures numériques (par exemple, la connectivité Internet) et promouvoir des pôles d'innovation numérique spécifiques (Union européenne, 2020<sup>[21]</sup>).
- Permettre la fourniture d'un soutien et d'une formation adéquats aux entrepreneurs, et offrir aux MPME la possibilité d'adapter leurs modes de fonctionnement et leurs modèles commerciaux à ce nouvel environnement, en améliorant l'éducation numérique et l'acquisition de compétences numériques générales et techniques. La culture numérique joue un rôle essentiel dans la promotion de l'employabilité dans le secteur privé et dans l'entrepreneuriat formel. Des exemples d'efforts publics visant à accroître la préparation de la région à tirer parti de l'économie numérique existent déjà. La stratégie numérique de l'Égypte, lancée en 2020 pour soutenir sa capacité numérique, présente une approche à trois piliers qui cible l'amélioration des infrastructures numériques du pays, de son environnement réglementaire et promeut les activités de soutien au développement des compétences et à l'innovation.

## Tourisme

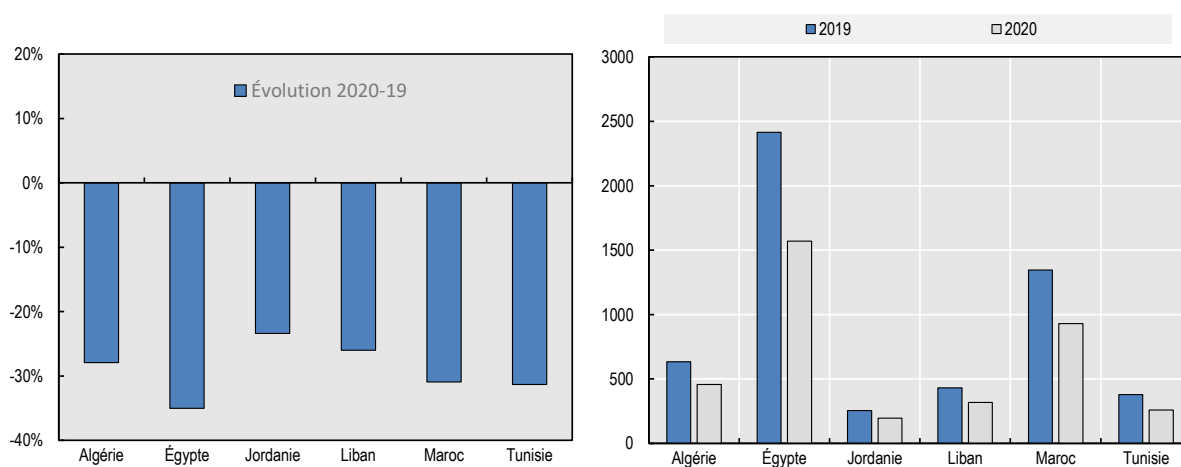
La crise du COVID-19 a gravement affecté le secteur du tourisme dans les pays de la région MENA, faisant des ravages sur les affaires sociales et économiques des grandes villes et des sites touristiques. Le tourisme est un secteur économique très important pour la région, représentant plus ou près de 10 % du PIB et près de 7 % de l'emploi dans plusieurs pays (Graphique 1.3). Les arrivées de touristes internationaux au Moyen-Orient ont diminué au même rythme que le taux mondial, à environ 70 % en 2020 par rapport à l'année précédente (UNWTO, 2020<sup>[22]</sup>).

### Graphique 1.3. Voyages et tourisme dans la région MENA

Partie A. Contribution totale des voyages et du tourisme au PIB, en pourcentage du PIB (gauche) et son évolution (droite)



Partie B. Évolution de la contribution totale des voyages et du tourisme à l'emploi, % (gauche) et milliers d'emplois (droite)



Note : Les données pour l'Autorité palestinienne et la Mauritanie ne sont pas disponibles. Les données du Conseil mondial du tourisme et des voyages (WTTC) sont des estimations modèles, les chiffres ne correspondent pas toujours aux données nationales.

Source : Conseil mondial du voyage et du tourisme, 2021, <https://wtcc.org/Research/Economic-Impact>.

**Tableau 1.1. Le Covid-19 et le secteur du voyage et du tourisme dans la région MENA**

Baisse des revenus, pourcentage du PIB et nombre d'emplois, 2019-20

	% de baisse des revenus des secteurs du voyage et du tourisme	% de baisse des secteurs du voyage et du tourisme dans le PIB	% de baisse des emplois dans les voyages et le tourisme
<b>Algérie</b>	-49,1 %	-49,1 % [De 10,4 % du PIB en 2019 à 5,5 % en 2020]	-18,5 % De 334 000 emplois en 2019 à 272 millions d'emplois en 2020
<b>Égypte</b>	-55 %	-55 % [De 8,8 % du PIB en 2019 à 3,8 % en 2020]	-35 % De 2,4 millions en 2019 à 1,6 million en 2020
<b>Jordanie</b>	-80 % (au cours des huit premiers mois de 2020)	-72,3 % [De 16,3 % du PIB en 2019 à 4,7 % en 2020]	-23,4 % De 255 milliers en 2019 à 196 milliers en 2020
<b>Liban</b>	-80,9 %	-78,4 % [De 19,4 % du PIB en 2019 à 4,2 % en 2020]	-26 % De 430 milliers en 2019 à 318 milliers en 2020
<b>Maroc</b>	-52 %	-52 % [De 12 % du PIB en 2019 à 6,2 % en 2020]	-31 % De 1,35 millions en 2019 à 930 000 en 2020
<b>Autorité palestinienne</b>	-68 %	De 2,5 % du PIB en 2019 à 1,7 % en 2020	
<b>Tunisie</b>	-52 %	-52 % [De 14 % du PIB en 2019 à 7,3 % en 2020]	-31,3 % De 380 milliers en 2019 à 260 milliers en 2020
<b>À l'échelle mondiale</b>	Perte de près de 4 000 milliards de dollars <a href="#">Perte de 1 300 milliards USD sur le total des recettes d'exportation</a> du tourisme international 85 % d'arrivées de touristes en moins entre 2020 et 2021	De 10,4 % du PIB en 2019 à 5,5 % en 2020	-18,5 % En 2020, 62 millions d'emplois ont été perdus <a href="#">De 334 millions en 2019 à 272 millions en 2020</a>

Note : Les données pour la Mauritanie ne sont pas disponibles.

Source : (WTTC, 2021<sup>[23]</sup>); (Egyptian Cabinet IDSC, 2020<sup>[24]</sup>); Banque mondiale, 2021, Contribution directe des voyages et du tourisme à l'emploi, [https://tcdata360.worldbank.org/indicators/tot.direct.emp?country=BRA&indicator=24644&viz=line\\_chart&years=1995,2028](https://tcdata360.worldbank.org/indicators/tot.direct.emp?country=BRA&indicator=24644&viz=line_chart&years=1995,2028); Banque centrale de Jordanie, 2021, <https://www.cbj.gov.jo/Pages/viewpage.aspx?pageID=93>.

Le COVID-19 a certainement entraîné des changements à court et à long terme dans les voyages et le tourisme. Les destinations côtières régionales et rurales ont mieux résisté que les villes en termes de maintien du tourisme pendant la pandémie, une tendance qui devrait se poursuivre (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). La modification du comportement des voyageurs et des modes de déplacement peut créer de nouvelles opportunités pour le secteur du voyage et du tourisme dans les pays MENA, stimuler l'innovation, de nouveaux modèles commerciaux et de nouveaux créneaux/marchés, ouvrir de nouvelles destinations et créer un tourisme plus durable et résilient.

**Les pays de la région MENA sont confrontés à d'importants défis environnementaux.** Avec la levée des mesures de confinement, la demande de voyages et de tourisme augmente à nouveau, ce qui contribue à atténuer l'impact sur les emplois et les entreprises dans certains endroits et cela devrait se poursuivre. En raison de la crise persistante, le déclin des entreprises et des emplois dans le secteur du tourisme se poursuit, ce qui a des répercussions sur le comportement des voyageurs. Pour les pays MENA, le tourisme côtier dépend fortement du bien-être environnemental et les défis environnementaux existants qui atteignent la région peuvent affecter négativement la croissance du secteur du tourisme dans la région. La rareté de l'eau dans la région pourrait augmenter la concurrence et les tensions entre le tourisme et d'autres secteurs, car le tourisme est une industrie gourmande en eau. Les processus de dessalement, nécessaires pour les pays pauvres en eau douce et où le tourisme est un secteur

économique important, restent quant à eux coûteux. La montée du niveau des océans devrait continuer d'affecter le tourisme balnéaire et les zones côtières (C. Michael Hall, 2019<sup>[26]</sup>). Les événements extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses, semblent également augmenter dans la grande région MENA, affectant non seulement le tourisme mais aussi la vie quotidienne des citoyens.

La « fatigue du confinement », induite par les confinements répétés, déplace le tourisme des hauts lieux touristiques vers le **tourisme de proximité**. Les gens préfèrent les endroits à faible densité humaine et la possibilité d'émerger dans les communautés locales en travaillant à la campagne, en acquérant de nouvelles compétences et en se déconnectant pendant un certain temps (Southan, 2021<sup>[27]</sup>). Il existe donc une tendance aux « solutions privées » lors des déplacements, en évitant les grands rassemblements et en privilégiant les moyens de transport privés. La demande en hébergements locaux et de taille plus réduite devrait augmenter. Les pays MENA devraient exploiter cette opportunité pour encourager, par l'investissement et la promotion, les zones rurales ou reculées qui n'étaient pas des destinations privilégiées. En ce sens, la relance du tourisme dans la région porte la perspective d'un développement culturel et économique des régions des deux côtés de la Méditerranée.

La durabilité devient de plus en plus importante dans les choix touristiques en raison d'une plus grande sensibilisation au changement climatique et aux impacts du tourisme (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). Par conséquent, les destinations de voyage plus proches peuvent être privilégiées, ce qui peut également avoir une incidence sur les habitudes de dépenses, car les touristes nationaux ont tendance à être plus sensibles aux prix (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). La région MENA gagnerait à développer son tourisme régional. Jusqu'à présent, seule une petite proportion de touristes des pays MENA voyageait à l'intérieur de la région.

Les voyages en avion sont en déclin, car les voyageurs ont tendance à commencer leur itinéraire avec le mode aérien, puis à continuer en « low travel », c'est-à-dire des moyens de déplacement terrestres tels que le train, la voiture et le vélo (Barry, 2021<sup>[28]</sup>). De plus, la durée des vacances devrait augmenter dans un avenir proche, car les travailleurs ont économisé leurs vacances en 2020 en attendant des mesures moins strictes. La durée moyenne des voyages en 2021 était d'environ deux semaines (Southan, 2021<sup>[27]</sup>). L'augmentation de la durée des vacances est également en adéquation avec la priorité des personnes à s'immerger dans les environnements locaux.

### ***Évolution de l'offre touristique***

Plusieurs changements structurels sont attendus dans l'offre touristique à travers l'écosystème :

**Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans le secteur du tourisme pourraient être exacerbées**, car de nombreux emplois ont été détruits et les travailleurs ont été redéployés vers différents secteurs (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>) (Tableau 1.1. ). Les investissements étant réduits, il est nécessaire de mettre en place des politiques pour encourager et rétablir l'investissement dans le secteur du tourisme afin de maintenir la qualité des offres touristiques et de promouvoir une reprise durable.

**Le COVID-19 a accéléré la numérisation des services touristiques**, notamment une utilisation accrue de l'automatisation, des paiements et services sans contact, des expériences virtuelles et la fourniture d'informations en temps réel (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). La politique du tourisme devra être plus réactive et devrait évoluer vers des systèmes plus flexibles à long terme qui s'adaptent plus rapidement aux changements d'orientation politique. Les domaines d'intérêt particuliers seront, entre autres, la gestion des crises, les questions de politique de sécurité et de santé.

### ***Considérations politiques***

Afin de renforcer la reprise de l'industrie du tourisme et de promouvoir une expansion plus inclusive et durable du secteur, les pays de la région MENA, en coopération avec les acteurs régionaux et internationaux, pourraient prendre en compte les considérations suivantes :

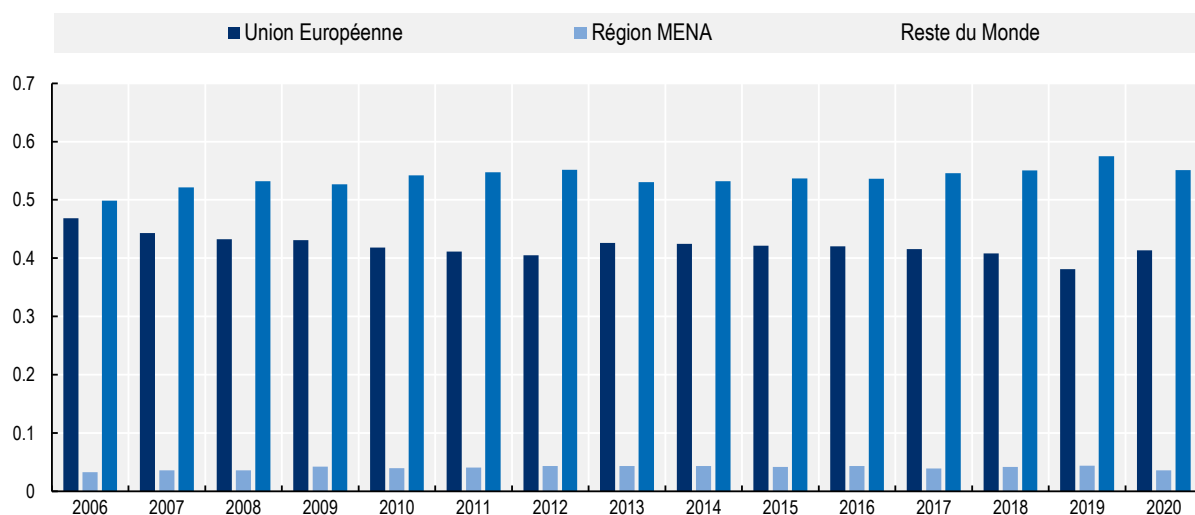
- *Exploiter la transition vers le tourisme de proximité par l'investissement et la promotion des zones rurales ou reculées* des pays MENA qui n'étaient pas des destinations privilégiées auparavant. En ce sens, la relance du tourisme dans la région apporte la perspective d'un développement culturel et économique.
- *Encourager et restaurer les investissements dans le secteur du tourisme.* Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans le secteur du tourisme se sont aggravées avec la perte d'emplois et le redéploiement des travailleurs dans différents secteurs (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). Comme les investissements sont réduits, il est nécessaire de mettre en place des politiques qui rétabliront et développeront les investissements dans le secteur du tourisme afin de maintenir et d'améliorer encore la qualité du tourisme et de promouvoir une reprise durable.
- *Développer le tourisme régional pour étendre les vols et les itinéraires de voyage dans la région méditerranéenne.* Jusqu'à présent, seule une petite proportion de touristes des pays MENA voyageait à l'intérieur de la région. Il existe un fort potentiel pour exploiter cette transformation post-pandémique et attirer du tourisme dans la grande région depuis l'extérieur de la région MENA. Une fois mis en œuvre, cela peut être davantage promu par des campagnes publicitaires innovantes, attirant l'attention sur les joyaux culturels cachés et les avantages de la région.
- *Investir et améliorer les infrastructures de voyage et la coopération régionale.* La mise en place de modes de transport intra-régionaux efficaces permettrait un plus grand afflux de personnes se déplaçant dans la région, créant ainsi de nouvelles opportunités d'emplois et de développement économique. À long terme, l'aspiration pour la région MENA serait de mettre en œuvre de bonnes pratiques et d'améliorer les déplacements fluides, un objectif fortement inspiré des ODD, qui soutiendrait davantage l'industrie du tourisme de manière durable et contribuerait à une croissance économique inclusive (OECD, 2020<sup>[33]</sup>).
- *Continuer à tirer parti des progrès de la numérisation des services touristiques déjà accélérés par la pandémie.* La pandémie a inspiré une évolution rapide vers l'automatisation, le paiement et les services sans contact, les expériences virtuelles et la fourniture d'informations en temps réel (OCDE, 2020<sup>[25]</sup>). La politique du tourisme devra être plus réactive et évoluer vers des systèmes plus flexibles qui s'adaptent plus rapidement aux changements d'orientation politique. Les domaines d'intérêt particuliers seront, entre autres, la gestion des crises, les questions de politique de sécurité et de santé.

## Commerce

Le commerce dans la région MENA a été historiquement défini par la taille considérable du marché européen (Graphique 1.4), qui représente depuis 2006, en moyenne, 46 % des exportations et 39 % des importations des pays de la région MENA. Cette domination a néanmoins lentement diminué au profit d'autres régions du monde, et du commerce intra-MENA, qui a seulement subi une baisse considérable en 2020.

## Graphique 1.4. Volume des échanges de la région MENA avec l'UE, la région MENA et le reste du monde

% du commerce total (importations et exportations)



Note : Les données de l'Algérie pour 2018, 2019 et les données de l'Algérie et de la Tunisie pour 2020 sont des données miroirs des autres pays déclarants.

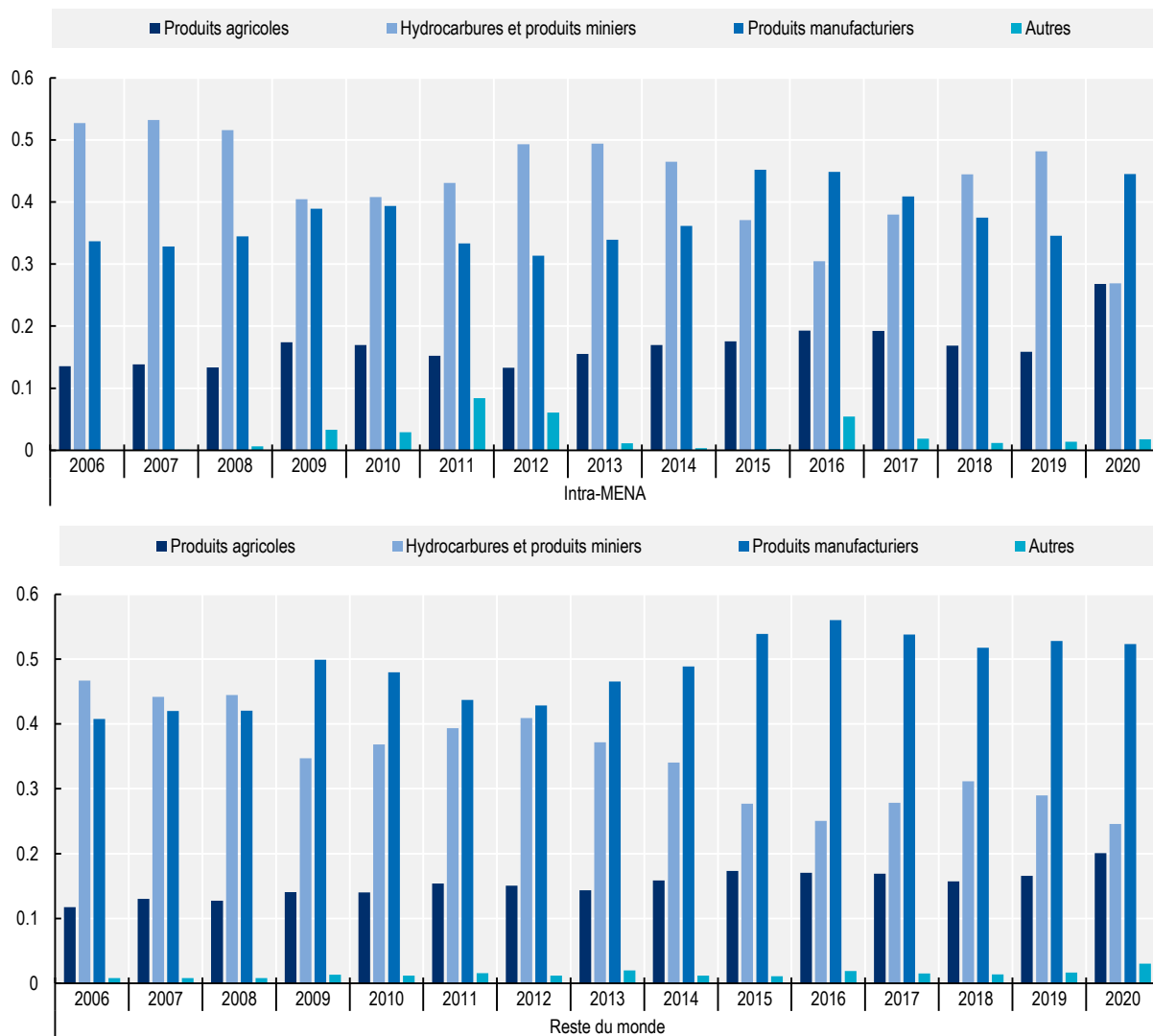
Source : Calculs de l'OCDE, base de données Comtrade de l'ONU.

Au début des années 2000, les échanges au sein de la région MENA et entre les pays de la région et le reste du monde présentent une relation similaire par grands groupes de produits (Graphique 1.5). L'industrie pétrolière a dominé les échanges de la région (importations et exportations) et avec le reste du monde, représentant environ 52 % des échanges entre pays de la région MENA et 46 % des échanges des pays de la région MENA avec le reste du monde. Le commerce des produits manufacturés était également significatif, mais plus présent dans les échanges entre les pays de la région MENA et le reste du monde.

Au fil de la décennie, le commerce intra-MENA et le commerce mondial de la région MENA ont légèrement divergé. Ainsi, la part des produits manufacturés dans le commerce de MENA avec le reste du monde a augmenté, représentant en 2020 plus de la moitié des échanges de la région en dehors de ses frontières. Par ailleurs, la part du commerce de produits alimentaires et agricoles a doublé, tandis que le commerce des combustibles et des minéraux a presque perdu la moitié de sa valeur. Si l'on tient compte de l'impact particulier de la pandémie du COVID-19 sur les prix mondiaux du pétrole et du gaz, l'évolution est moins brutale et sa part dominante par rapport au commerce des produits manufacturés ou des produits agricoles est restée solide pendant la plupart des années. Néanmoins, les années 2010 ont vu une augmentation significative de la part de ces biens par rapport aux combustibles et aux minéraux. En 2020, le commerce des produits manufacturés et des produits agricoles représentait 70 % du commerce intérieur de la région, tandis que le commerce des produits agricoles n'a pratiquement pas été affecté par la pandémie.

## Graphique 1.5. Évolution du commerce dans les pays de la région MENA par les catégories principales de produits

% du commerce total



Note : Les données de l'Algérie pour 2018, 2019 et les données de l'Algérie et de la Tunisie pour 2020 sont des données miroirs des autres pays déclarants.

Source : Calculs de l'OCDE, base de données Comtrade de l'ONU.

La pandémie a ralenti le commerce international en 2020, même si celui-ci a progressivement repris en 2021. En 2020, les pays de la région MENA ont finalement connu des baisses de flux commerciaux moins sévères qu'initialement estimé (Tableau 1.2. ).

Tableau 1.2. Importations et exportations MENA et UE-27, 2018-2020

% du PIB

	Exportations de biens et services			Importations de biens et services		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Algérie	25,9	22,7	18,0	32,2	29,1	27,8
Égypte	18,9	17,5	13,1	29,4	25,7	20,7
Jordanie	35,2	36,3	23,7	53,4	49,4	41,7
Liban	20,6	20,4	19,7	47,2	40,7	25,9
Mauritanie	34,3	39,2	39,8	47,9	50,0	51,3
Maroc	38,8	39,3	34,9	49,2	47,9	42,6
Tunisie	45,7	40,9	32,9	58,6	52,9	39,6
Autorité palestinienne	16,0	15,5	16,0	55,4	53,5	51,1
Union européenne	49,2	49,3	46,6	45,3	45,9	42,9

Note : Les exportations et importations de la Tunisie pour 2019 et 2020 n'incluent pas les services.

Source : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE.

Des recherches récentes sur l'impact de la pandémie ont révélé que le commerce soumis à des accords commerciaux régionaux (ACR) a mieux résisté à la récession : la baisse pour un pays moyen était d'environ -13,8 %, -14,1 % sans ACR, -11,2 % avec ACR et -8,5 % si l'ACR est profondément intégratif (UNCTAD, 2021<sup>[29]</sup>). Cela tient pour la plupart des ACR impliquant des pays de la région MENA (Tableau 1.2. ), avec des différences selon la direction des échanges (exportation ou importation) et l'accord ACR spécifique.

En particulier, les exportations entre pays de la région MENA membres d'ACR ont connu une baisse moins importante que la performance globale des exportations des pays, en 2020 par rapport à 2019. Les exportations entre les pays signataires de l'accord commercial d'Agadir ont chuté de 4 % en 2020, une baisse nettement plus faible que celle de 9,8 % des exportations des pays signataires de l'accord d'Agadir vers le monde entier. Toutefois, les importations entre les pays signataires de l'accord d'Agadir ont enregistré une baisse plus importante (38 %) que celle de leurs importations au niveau mondial (13,8 %), et un effet similaire a été observé parmi les adhérents à l'accord PAFTA/GAFTA. Ceci s'explique en partie par la nature des importations de la région. Par exemple, le panier d'importations de l'Égypte en 2020 était dominé par les machines (20 % du total des produits importés), les céréales et autres produits alimentaires (13 %), qui proviennent pour la plupart de l'extérieur de la région MENA et ne sont donc pas couverts par les ACR d'Agadir ou du PAFTA/GAFTA. D'autre part, le pétrole, produit de base crucial produit dans la région et reflété dans les flux commerciaux PAFTA/GAFTA, a subi la plus forte baisse en valeur en 2020 par rapport à 2019 parmi les produits importés dans des pays comme la Jordanie (-75 %), la Tunisie (-50 %), l'Égypte (-45 %), le Liban (-36 %) ou le Maroc (-32 %).

Dans le contexte des accords d'association de l'UE sur le commerce, les exportations et importations entre l'UE et les pays de la région MENA ont fait preuve dans la plupart des cas d'une plus grande résilience en 2020 que le commerce global dans chaque pays respectif, à quelques exceptions près : les importations de l'Égypte et de l'Autorité palestinienne ont obtenu de meilleurs résultats au niveau mondial qu'au sein de leurs accords d'association respectifs avec l'UE, et les exportations de la Jordanie vers l'UE ont été plus perturbées en 2020 que les exportations totales du pays.

D'un point de vue politique, pour renforcer la résilience, il est important de considérer la nature de l'interaction commerciale entre pays partenaires (par exemple, ce qui est échangé et le niveau d'intégration dans les CVM), ainsi que la profondeur des accords commerciaux, qui aident à expliquer la performance du commerce en cas de chocs mondiaux et régionaux.



Tableau 1.3. Accords commerciaux des pays MENA et changements commerciaux, 2019-20

Milliards, USD actuels ; pourcentage

Accord	Relation	Exportations de marchandises		Importations de marchandises	
		2020	Changement 2020-2019	2020	Changement 2020-2019
Accord d'Agadir	Intra	3,38	-4 %	2,18	-39 %
	Total	89,2	-9,8 %	155,2	-14 %
PAFTA/GAFTA	Intra	83,8	-7,71 %	57,3	-27 %
	Total	341	-16 %	535	-19,6 %
<b>Accords d'association de l'UE :</b>					
Algérie	Intra	10,8	-30,59 %	14,5	-20,77 %
	Total	18,8	-42,51 %	16,8	-22,22 %
Égypte	Intra	9,66	-0,21 %	19,56	-11,08 %
	Total	33,6	-11,58 %	56,84	-9,92 %
Jordanie	Intra	0,52	-4,68 %	3,67	-14,05 %
	Total	9,72	-9,79 %	19,1	-16,96 %
Liban	Intra	0,489	-4,68 %	4,7	-31,99 %
	Total	4,24	-9,79 %	12,9	-32,81 %
Maroc	Intra	19,95	-6,71 %	23,5	-11,69 %
	Total	32,2	-6,94 %	43,2	-13,43 %
Autorité palestinienne	Intra	0,019	34,51 %	0,48	-16,46 %
	Total	1,15	-0,86 %	5,42	-2,87 %
Tunisie	Intra	10,63	-16,17 %	10	-18,79 %
	Total	13,7	-19,88 %	16,5	-25,34 %

Note : Intra fait référence au commerce entre les membres de l'ACR. Total fait référence au volume total des échanges du pays déclarant pour une année donnée. Les exportations PAFTA/GAFTA ne comprennent pas les exportations vers des régions non spécifiées.

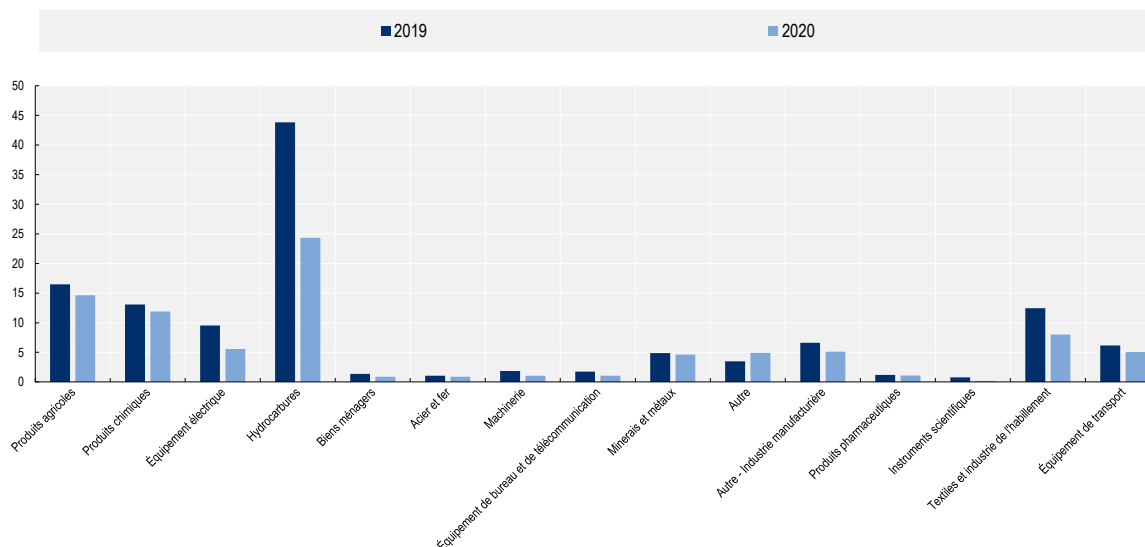
Source : Calculs de l'OCDE, base de données UN Comtrade.

Les accords commerciaux décrits ci-dessus reflètent les efforts des pays euro-méditerranéens pour réduire les tarifs de douaniers sur le commerce des produits agricoles et manufacturés, mais ne couvrent généralement pas le commerce des services. Cela contribue à la prédominance du commerce des biens dans la région par rapport à un commerce des services beaucoup plus timide, qui nécessite par nature des accords plus ambitieux, comprenant un consensus sur de multiples domaines politiques dont les effets vont au-delà des relations économiques des pays signataires (OCDE, 2021<sub>[12]</sub>).<sup>3</sup>

Les produits exportés de MENA ayant subi l'impact le plus fort sont les plus intégrés dans l'économie mondiale (sur la base de l'indice de complexité économique 2020), notamment les carburants, pour lesquels une baisse de 45 % (plus de 19 milliards USD) a été observée par rapport aux niveaux de 2019, les machines (baisse de 44 %), les machines électriques (42 %), les textiles, l'habillement et les chaussures (36 %) et les équipements de transport (21 %). Les exportations de produits pharmaceutiques ont été relativement résilientes, diminuant de moins de 10%. Parmi les autres produits d'exportation résistants figurent les minerais, les minéraux et métaux, les produits chimiques et les produits agricoles (Graphique 1.6).

## Graphique 1.6. Exportations de la région MENA par secteur, 2019-20

Milliards, USD actuels



Source : Calculs de l'OCDE, base de données UN Comtrade.

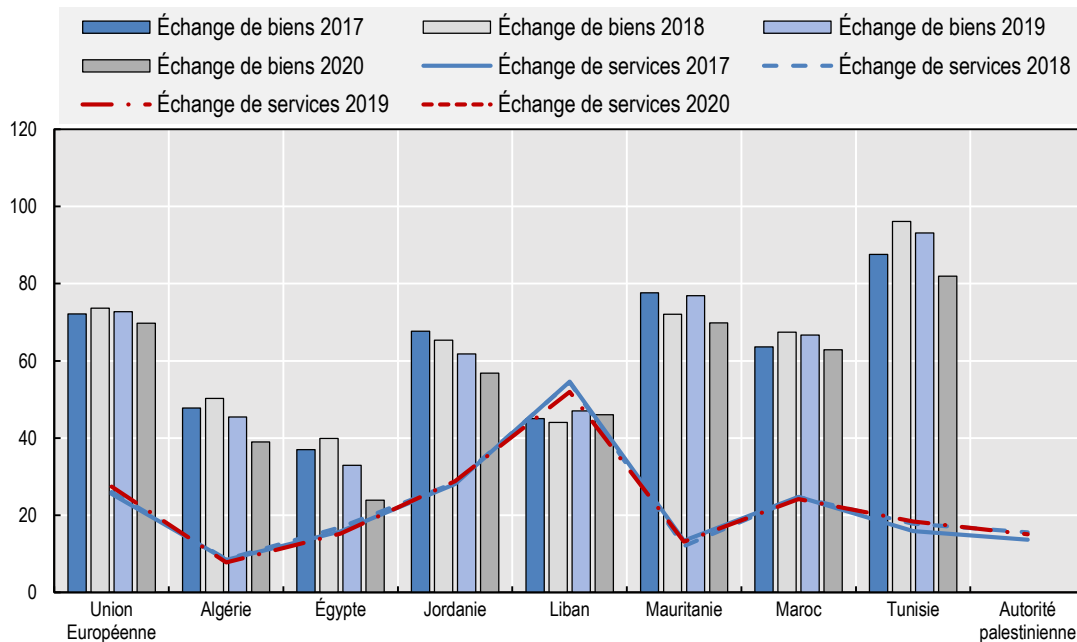
Comme dans les autres régions du monde, la contraction du commerce dans la région MENA a souligné l'importance de s'attaquer aux problèmes structurels afin de stimuler la compétitivité commerciale et, dans le même temps, de renforcer la résilience économique face aux crises.

**Chaînes d'approvisionnement** : À la suite de la pandémie, la question des perturbations des chaînes d'approvisionnement est devenue centrale dans le débat politique sur le commerce mondial. Les estimations de l'OCDE indiquent que l'ampleur des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le monde a été très hétérogène – en moyenne 7 % en valeur au cours de l'année 2020 (Arriola, Kowalski and van Tongeren, 2021<sup>[30]</sup>). En lien avec l'analyse de l'ampleur des perturbations, la crise du COVID-19 a suscité des travaux sur les moyens de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, avec de nouveaux outils en cours d'élaboration pour guider à la fois les gouvernements et les entreprises afin qu'ils se préparent mieux à faire face à différents risques (voir ci-dessous, sous la rubrique Considérations politiques, les 4 clés de l'OCDE pour des chaînes d'approvisionnement résilientes).

**Commerce des services** : Même avant la pandémie, le commerce des services était à la traîne par rapport à celui des biens dans les pays de la région MENA, à l'exception du Liban (Graphique 1.7) Cela s'explique par le degré élevé de restriction réglementaire dans les différents pays de la région, en l'absence de traités internationaux libéralisant les services. Bien qu'il soit moins important que le commerce des biens, le commerce des services occupe une place importante dans les pays de la région MENA. La contribution moyenne du commerce des services au PIB est plus élevée dans la plupart des pays MENA que la moyenne mondiale de 13,4 %. De plus, certaines économies sont proches des chiffres de l'UE-27, le plus grand exportateur et importateur de services au monde. En moyenne, les échanges avec l'UE représentent 26,3 % du total des échanges de services des pays de la région MENA, bien qu'il y ait des différences significatives entre les pays : 64,9% pour la Tunisie, 43,2% pour le Maroc, 36,5% pour l'Algérie, 30,6% pour l'Égypte, 14,9% pour la Jordanie, 10% pour le Liban et 9,3% pour l'Autorité palestinienne (EUROMESCO, 2021<sup>[31]</sup>), (Union européenne, 2021<sup>[32]</sup>).

### Graphique 1.7. Commerce des services et des biens, pays MENA et UE-27, 2017-20

% du PIB



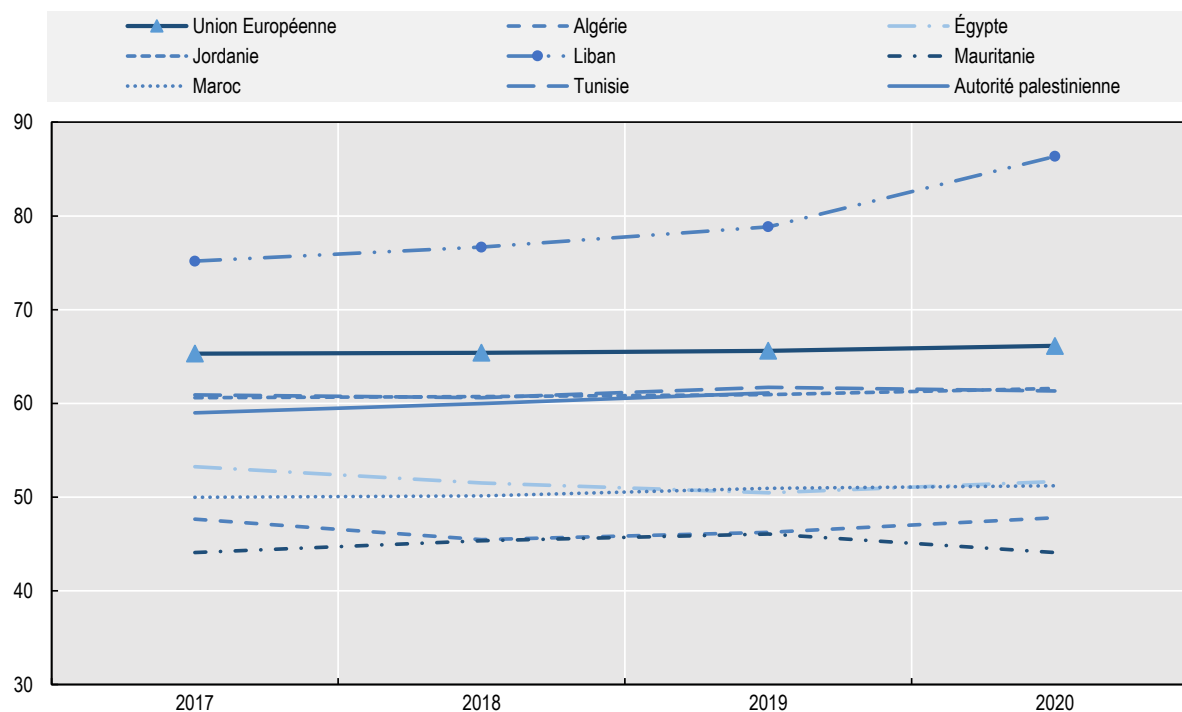
Remarque : Le commerce des marchandises en pourcentage du PIB est la somme des exportations et des importations de marchandises divisée par la valeur du PIB, le tout en USD courants ; le commerce des services est la somme des exportations et des importations de services divisée par la valeur du PIB, le tout en USD courants.

Source : Fonds monétaire international, Annuaire statistique de la balance des paiements et fichiers de données, et estimations du PIB de la Banque mondiale et de l'OCDE., <https://data.worldbank.org/indicator/BG.GSR.NFSV.GD.ZS>.

Pourtant, les services échangeables et non échangeables génèrent environ la moitié du PIB des pays de la région MENA, employant une grande partie de la main-d'œuvre, y compris dans le secteur public (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>).

## Graphique 1.8. Services, valeur ajoutée, MENA et UE-27, 2017-20

% du PIB



Source : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE, <https://data.worldbank.org/indicator/NV.SRV.TOTL.ZS>.

## Tableau 1.4. Emploi dans les services, 2020

% de l'emploi total

	% de l'emploi total	femmes (% de l'emploi féminin)	hommes (% de l'emploi masculin)
Algérie	59,99	73,13	57,52
Égypte	52,44	70,78	47,61
Jordanie	73,09	86,27	70,46
Liban	65,1	77,59	61,25
Mauritanie	51,56	60,63	47,47
Maroc	43,66	34,58	46,49
Autorité palestinienne	63,59	85,6	59,48
Tunisie	52,75	58,47	50,94

Source : Organisation internationale du travail, base de données ILOSTAT, estimation modélisée de l'OIT, <https://ilostat ilo.org/data/?#>.

L'importance du secteur des services est liée à la « servicisation » du secteur manufacturier, c'est-à-dire la tendance du secteur manufacturier à s'appuyer de plus en plus sur des services associés à des biens matériels, par exemple des services d'installation, d'entretien et de réparation. Les entreprises manufacturières exportent de plus en plus de services associés à des biens et créent plus de valeur grâce à ce processus (Miroudot and Cadestin, 2017<sup>[33]</sup>). De plus, les données suggèrent qu'avec la servicisation,

les secteurs des services à haute productivité stimulent la productivité d'autres secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie manufacturière.

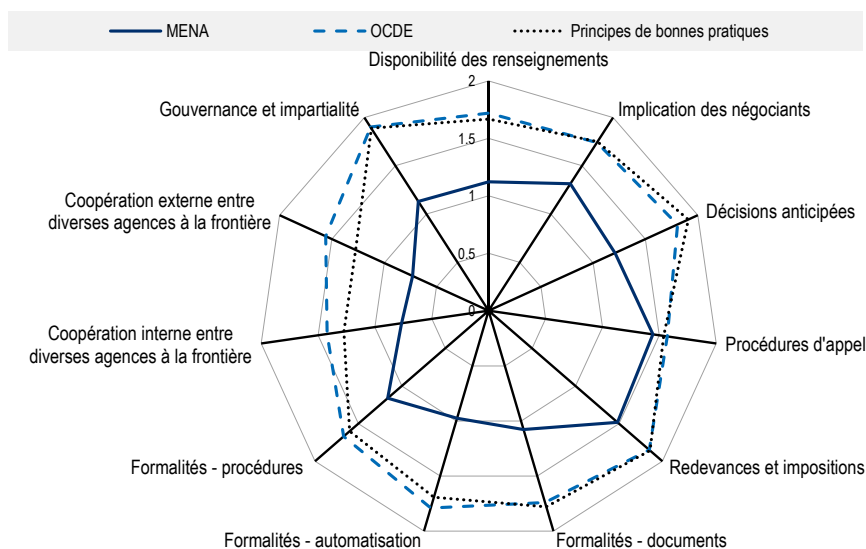
La plupart des pays de la région MENA sont largement dépendants des secteurs des services mais ces secteurs sont peu performants. La valeur ajoutée des services par travailleur varie de 6 377 USD en Mauritanie à 19 900 USD au Liban. Ces chiffres contrastent avec les valeurs élevées observées respectivement en Europe et dans les pays de l'OCDE. Cela s'explique par la dépendance à l'égard des secteurs de services à faible productivité dans la région, qui se caractérisent par des interactions en face à face intensives, demandent moins de connaissances et emploient une main-d'œuvre peu qualifiée. Cette catégorie comprend les transports, le commerce, les voyages et les services de restauration (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>). Les services à faible valeur ajoutée ont été fortement perturbés par les mesures de confinement. En revanche, les secteurs de services à forte productivité tels que les TIC, les services professionnels et financiers, se sont révélés résilients dans le monde entier.

La relance pourrait donner une impulsion dans la grande région MENA pour faire progresser la formalisation de partenariats commerciaux internationaux qui facilitent le commerce des services. Ces partenariats pourraient à leur tour stimuler le développement de secteurs de services à forte productivité par le biais du renforcement des capacités, de l'amélioration des infrastructures, de la fourniture de capitaux, du transfert de technologies et de savoir-faire, et du développement du capital humain.

**Facilitation des échanges :** Les performances des pays de la région MENA en matière de facilitation des échanges se sont améliorées ces dernières années, mais des faiblesses subsistent dans plusieurs domaines (Graphique 1.9), auxquelles il convient de remédier pour permettre l'expansion des échanges et soutenir la reprise économique. Le Graphique 1.10 illustre la facilitation des échanges par pays.

### Graphique 1.9. Facilitation des échanges, moyenne de la région MENA, 2019

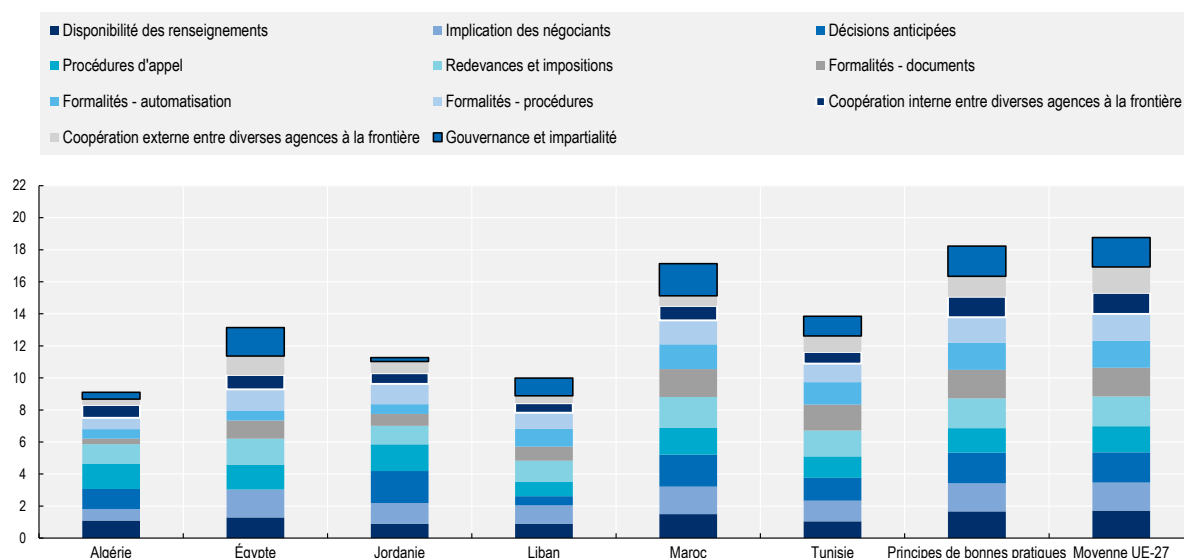
De 0 à 2 (meilleur score)



Note : La graphique présente la moyenne de l'Indicateur de facilitation des échanges dans les pays MENA pour lesquels des données sont disponibles. Les meilleures pratiques représentent les 25 % de pays les plus performants couverts par la moyenne des indices IFE (Indicateur de facilitation des échanges) de l'OCDE.

Source : Indicateurs de facilitation des échanges de l'OCDE (base de données), [www.oecd.org/trade/facilitation/indicators.htm](http://www.oecd.org/trade/facilitation/indicators.htm).

## Graphique 1.10. Facilitation des échanges dans les pays MENA, 2019



Note : Le graphique présente les pays de la région MENA pour lesquels des données sont disponibles. Chaque élément a un score de 0 à 2 (meilleur score). Les meilleures pratiques représentent la moyenne des 25 % des meilleurs exécutants d'IFE.

Source : Base de données des indicateurs de facilitation des échanges de l'OCDE, <http://www.oecd.org/trade/facilitation/indicators.html>.

### Considérations politiques

Deux réflexions devraient orienter la politique de soutien au commerce dans les pays de la région MENA après la pandémie. Premièrement, la pandémie a confirmé la nécessité de poursuivre un programme de réformes pour libérer le potentiel commercial inexploité des pays de la région MENA, conformément aux recommandations de la 11<sup>e</sup> Conférence ministérielle sur le commerce de l'UpM en novembre 2020 (UfM, 2020<sub>[34]</sub>). Il s'agit de :

- *Accroître la collaboration sur les réglementations et les accords commerciaux*, y compris l'adoption et la mise en œuvre de traités plus ambitieux favorisant le commerce des services.
- Renforcer la coopération frontalière avec les pays voisins et faire progresser l'automatisation des formalités commerciales afin de réduire davantage les coûts commerciaux existants. La minimisation des charges commerciales pourrait être obtenue grâce à la numérisation des systèmes transfrontaliers, des patrouilles douanières, des points d'entrée et à la mise en place de systèmes électroniques à guichet unique pour l'enregistrement des transactions commerciales.
- *Investir davantage dans les infrastructures de télécommunications et de transport*. Les pays de la région MENA devront améliorer leurs infrastructures de télécommunications, un obstacle majeur aux secteurs à forte productivité, en particulier dans les services. L'amélioration des infrastructures de transport est également essentielle pour réduire les coûts du commerce des marchandises et peut, par conséquent, encourager l'expansion des entreprises. Actuellement, les longs délais de transport et leurs coûts élevés dans les échanges avec les pays voisins de la grande région MENA peuvent être dissuasifs pour les entreprises qui envisagent de démarrer ou d'étendre leurs activités d'exportation. De meilleures infrastructures de transport permettent également aux entreprises des zones rurales et reculées de se connecter aux réseaux de production nationaux et internationaux.
- *Améliorer la diversification des échanges*. Le potentiel commercial inexploité, en particulier Sud-Sud, est également la conséquence d'une offre de produits limitée ou inadaptée. L'amélioration de l'environnement général des échanges, notamment l'accès aux transports et aux financements,

pourrait donc s'avérer inefficace en l'absence de diversification industrielle. Les pays de la région MENA devraient continuer à encourager et à faciliter la diversification industrielle.

- *Améliorer l'efficacité de la production, la capacité technologique ainsi que les compétences techniques et managériales* sera nécessaire pour rattraper les tendances et les opportunités d'utilisation de la technologie. De plus, l'expansion des activités d'exportation pour inclure des biens non traditionnels peut avoir d'autres impacts positifs sur la productivité globale de la région.
- Mettre au point des données et des statistiques fiables pour éclairer la conception de politiques commerciales efficaces et surveiller leur mise en œuvre et leur impact. Aujourd'hui, la plupart des pays de la région MENA ne disposent pas des données nécessaires pour évaluer leur capacité à tirer parti des grandes tendances de la mondialisation et de la numérisation pour améliorer leur compétitivité internationale.

Deuxièmement, la crise a souligné les vulnérabilités associées à une intégration industrielle et commerciale accrue au niveau mondial et régional, notamment dans les secteurs qui fournissent des biens et des services essentiels, tels que les denrées alimentaires, les appareils médicaux ou l'énergie. Pour accroître la résilience, les mesures à envisager sont les suivantes :

- *Renforcer la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, pour faire face aux risques à venir et les prévenir.* La collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises en vue de prévenir et de minimiser les risques et les menaces inattendues pesant sur les chaînes d'approvisionnement peut passer par une bonne compréhension des acteurs locaux et internationaux participant aux chaînes de valeur et aux itinéraires commerciaux, par la collecte et le partage d'informations ou par l'élaboration de tests de résistance pour les biens essentiels. Les politiques visant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement devraient également étudier les manières d'accompagner les avantages de la spécialisation des industries existantes par une concurrence et une diversification accrues.
- Mettre en œuvre des mécanismes nationaux et régionaux pour des chaînes d'approvisionnement résilientes. Il est recommandé aux pays de la région MENA d'envisager des outils politiques holistiques, tels que les 4 clés pour des chaînes d'approvisionnement résilientes de l'OCDE. Cet outil a été développé sous la forme d'un site web interactif, avec pour objectifs d'approfondir la base de preuves commune, d'identifier une boîte à outils d'options et d'améliorer la communication sur l'importance des marchés ouverts pendant la pandémie. L'outil est destiné à aider les gouvernements et les entreprises à faire face aux perturbations du commerce international.

## Références

- Arriola, C., P. Kowalski and F. van Tongeren (2021), "The impact of COVID-19 on directions and structure of international trade", *OECD Trade Policy Papers*, No. 252, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/0b8eaafe-en>. [30]
- Banque mondiale (2021), *Living with Debt : How Institutions Can Chart a Path to Recovery in the Middle East and North Africa*, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35275/9781464816994.pdf>. [16]
- Banque mondiale (2021), *MENA Development Report: Distributinal Impacts of COVID-19 in the Middle East and North Africa Region*, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36618/9781464817762.pdf?sequence=2&isAllowed=y#page=58&zoom=100,188,761>. [5]

- Banque mondiale (2021), *The Long Shadow of Informality*, [3]  
<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/37511318c092e6fd4ca3c60f0af0bea3-0350012021/related/Informal-economy-full-report.pdf>.
- Banque mondiale (2021), *Worldwide Bureaucracy Indicators (WWBI)*, [1]  
[https://databank.worldbank.org/source/worldwide-bureaucracy-indicators-\(wwbi\)](https://databank.worldbank.org/source/worldwide-bureaucracy-indicators-(wwbi)).
- Barry, S. (2021), *euronews.travel*, euronews.travel, [28]  
<https://www.euronews.com/travel/2021/05/26/travel-industry-experts-on-the-post-covid-travel-trends-emerging-from-bookings>.
- C. Michael Hall, A. (2019), *Tourism and Innovation*, Routledge, [26]  
<https://doi.org/10.4324/9781315162836>.
- Central Bank of Jordan (2020), *The Central Bank of Jordan announces a set of procedures aimed to contain the repercussions of the emerging Corona virus impact on the national economy*, <https://www.cbj.gov.jo/DetailsPage/CBJEN/NewsDetails.aspx?ID=279>. [20]
- EC (2021), *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions- Trade Policy Review - An Open, Sustainable and Assertive Trade Policy*, [35]  
[https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2021/february/tradoc\\_159438.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2021/february/tradoc_159438.pdf).
- Egyptian Cabinet IDSC (2020), *Information and Decision Support Center*, [24]  
<https://www.idsc.gov.eg/>.
- EUROMESCO (2021), *Post-COVID-19 EU-Southern Neighbourhood Trade Relations*, [31]  
<https://www.euromesco.net/wp-content/uploads/2021/05/Post-Covid-19-EU-SN-Trade-Relations.pdf>.
- FMI (2021), *Policy responses to COVID-19*, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>. [19]
- FMI (2019), *Enhancing the role of SMEs in the Arab World*, [8]  
<https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2019/12/13/Enhancing-the-Role-of-SMEs-in-the-Arab-World-Some-Key-Considerations-48873>.
- MAGNiTT (2021), *MENA Q3 2021 Venture Investment Report*, [17]  
<https://magnitt.com/research/mena-q3-2021-venture-investment-report-50778>.
- Miroudot, S. and C. Cadestin (2017), "Services In Global Value Chains: From Inputs to Value-Creating Activities", *OECD Trade Policy Papers*, No. 197, OECD Publishing, Paris, [33]  
<https://doi.org/10.1787/465f0d8b-en>.
- OCDE (2021), "An in-depth analysis of one year of SME and entrepreneurship policy responses to COVID-19: Lessons learned for the path to recovery", *OECD SME and Entrepreneurship Papers*, Vol. No. 25, <https://doi.org/10.1787/6407deee-en>. [10]
- OCDE (2021), "Issue Paper Session 4. Social resilience: moving away from informality to formal employment and businesses", *MENA-OECD Government Business Summit*, [4]  
<https://www.oecd.org/mena/competitiveness/issue-paper-session-4.pdf>.
- OCDE (2021), *Regional Integration in the Union for the Mediterranean: Progress Report*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/325884b3-en>. [12]



- OCDE (2021), *Social resilience: moving away from informality to formal*, [7]  
<https://www.oecd.org/mena/competitiveness/issue-paper-session-4.pdf>.
- OCDE (2020), *COVID-19 crisis in the MENA region: impact on gender equality and policy responses*, [13]  
[https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134\\_134470-w95kmv8khl&title=COVID-19-crisis-in-the-MENA-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134470-w95kmv8khl&title=COVID-19-crisis-in-the-MENA-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses).
- OCDE (2020), "Mitigating the impact of COVID-19 on tourism and supporting recovery", *OECD Tourism Papers*, No. 2020/03, OECD Publishing, Paris, [25]  
<https://doi.org/10.1787/47045bae-en>.
- OCDE (2020), *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) : COVID-19 crisis in MENA countries*, [2]  
<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-response-in-mena-countries-4b366396/>.
- OCDE (2020), *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) : COVID-19 crisis in the MENA region: impact on gender equality and policy responses*, [6]  
<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-in-the-mena-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses-ee4cd4f4/>.
- OCDE/OIT/CAWTAR (2020), *Changing Laws and Breaking Barriers for Women's Economic Empowerment in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia*, Competitiveness and Private Sector Development, OECD Publishing, Paris, [15]  
<https://doi.org/10.1787/ac780735-en>.
- OIT (2021), *The impact of COVID-19 on enterprises in Jordan: One year into the pandemic*, [9]  
[https://www.ilo.org/beirut/media-centre/news/WCMS\\_814253/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/beirut/media-centre/news/WCMS_814253/lang--en/index.htm).
- SFI (2021), *How Firms Are Responding And Adapting During COVID-19 And Recovery*, [14]  
[https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/publications\\_ext\\_content/ifc\\_external\\_publication\\_site/publications\\_listing\\_page/how+firms+are+responding+and+adapting+during+covid-19+and+recovery](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/publications_ext_content/ifc_external_publication_site/publications_listing_page/how+firms+are+responding+and+adapting+during+covid-19+and+recovery).
- SFI (2021), *IFC Knowledge Series in MENA - Overcoming Constraints to SME Development*, [11]  
<https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/c458e2c5-1d69-40a5-8a85-9342f8d0fdb8/SME+Banking+in+MENA+-+issue+1.pdf?MOD=AJPERES&CVID=kcA9gOF>.
- Southan, J. (2021), *Travel-industry experts weigh-in on post-COVID trends*, [27]  
<https://www.euronews.com/travel/2021/05/14/what-will-travel-look-like-in-a-post-covid-world>.
- UfM (2020), *Joint statement of the 11th Union for the Mediterranean (UfM) Trade Ministers Conference (10th November 2020)*, [34]  
[https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/november/tradoc\\_159033.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/november/tradoc_159033.pdf).
- UNCTAD (2021), *Trade Agreements and Trade Resilience During COVID-19 Pandemic*, [29]  
[https://unctad.org/system/files/official-document/ser-rp-2021d13\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/ser-rp-2021d13_en.pdf).
- Union européenne (2021), *Trade - Countries and Regions*, [32]  
<https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/>.
- Union européenne (2020), *Digitalisation of Small and Medium Enterprises (SMEs) in the Mediterranean*, [21]  
<https://www.iemed.org/publication/digitalisation-of-small-and-medium-enterprises-smes-in-the-mediterranean/>.
- UNWTO (2020), *The impact of COVID-19 on international tourism*, [22]  
<https://www.unwto.org/events/impact-of-covid-19-on-international-tourism>.

WAMDA (2021), "Startup Investment in MENA August 2021", [18]  
<https://www.wamda.com/2021/09/mena-startups-raised-160-million-august-2021>.

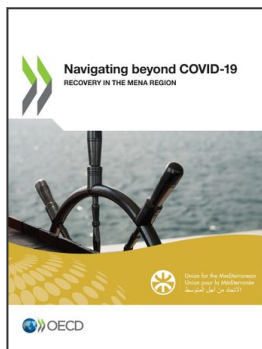
WTTC (2021), "Economic Impact Reports", *Economic Impact Reports*, [23]  
<https://wtcc.org/Research/Economic-Impact> (accessed on October 2021).

## Notes

<sup>1</sup> Dans ce chapitre, la région MENA ou les pays MENA font référence au groupe de pays membres de l'Union pour la Méditerranée, chaque fois que des données sont disponibles. Ces pays sont : l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Mauritanie, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Tunisie. Le terme « la grande région MENA » fait référence au groupe de pays MENA faisant partie de l'UpM et les non-membres de l'UpM.

<sup>2</sup> La loi tunisienne n°38 de 2020 (pas encore appliquée) vise à recruter dans le secteur public les diplômés chômeurs à la recherche d'un emploi depuis 10 ans ou plus.

<sup>3</sup> Des négociations pour créer des Zones de libre-échange approfondies et globales ont été lancées entre l'UE, le Maroc et la Tunisie. En 2021, dans le cadre du nouvel examen de la politique commerciale de l'UE, celle-ci a annoncé une nouvelle initiative d'investissement durable pour les partenaires intéressés du voisinage méridional et de l'Afrique (EC, 2021<sup>[35]</sup>).



Extrait de :  
**Navigating beyond COVID-19**  
Recovery in the MENA Region

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/48300c64-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Développement économique et emploi », dans *Navigating beyond COVID-19 : Recovery in the MENA Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/878b7862-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.